

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1993/NGO/28  
11 février 1993

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-neuvième session  
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES  
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE,  
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES  
COLONIAUX ET DEPENDANTS

Exposé écrit présenté par Lawyers Committee for  
Human Rights, organisation non gouvernementale  
dotée du statut consultatif (catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu l'exposé ci-après, dont le texte est distribué conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[4 février 1993]

LES DROITS DE L'HOMME ET LES REFUGIES

L'organisation Lawyers Committee for Human Rights a demandé à plusieurs reprises que les lois et les principes relatifs aux droits de l'homme soient plus pleinement intégrés dans les mesures de protection des réfugiés. La communauté internationale reconnaît de plus en plus que la relation entre les droits de l'homme et les réfugiés exige cette intégration, et ce d'autant plus qu'elle commence à aborder les problèmes des flux de réfugiés sous l'angle de la prévention. Les violations des droits de l'homme sont une des causes principales des déplacements de populations et le redressement de ces abus doit jouer un rôle majeur dans toute stratégie de prévention. Les arrangements pris et les solutions trouvées pour recevoir les réfugiés ressortissent aussi aux droits de l'homme. Ce qui est souvent la formule la plus souhaitable - le rapatriement volontaire - ne sera valable que s'il est mis fin aux violations des droits de l'homme qui, en premier lieu, ont amené les réfugiés à fuir leur pays.

Dans la déclaration qu'elle a faite à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-huitième session, Madame Ogata, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, a décrit cet aspect de la relation entre les droits de l'homme et les réfugiés et suggéré que la Commission inscrive un nouveau point à son ordre du jour : il concernerait les réfugiés et les personnes déplacées et permettrait d'examiner de manière plus approfondie et précise les violations des droits de l'homme et les déplacements de populations. Dans le cadre de ce point de l'ordre du jour, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés envisageait de présenter un rapport sur la situation des réfugiés dans le monde. Mme Ogata a également proposé que la Commission demande à ses rapporteurs spéciaux et à ses groupes de travail de se pencher sur les circonstances qui créent les flux de réfugiés et de personnes déplacées. Ce nouveau point de l'ordre du jour pourrait comprendre la présentation de rapports sur ces circonstances ainsi que des situations nationales spécifiques qui engendrent des mouvements de réfugiés ou qui empêchent ceux-ci de rentrer chez eux.

Lawyers Committee estime que l'inscription de ce point à l'ordre du jour donnerait à la Commission un moyen de soutenir et de compléter les travaux du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et vice versa. Par l'examen de ce problème on attirerait l'attention sur les violations des droits de l'homme qui provoquent l'exode de réfugiés et ce serait une façon de centraliser la mise en oeuvre de stratégies de protection et de prévention. L'organisation Lawyers Committee recommande donc que la Commission suive la recommandation du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et inscrive à son ordre du jour un nouveau point relatif aux réfugiés et aux personnes déplacées.

-----